La Cimade face au nouveau dispositif de centre d'accueil et d'orientation (CAO)

Comme vous le savez, le ministre de l'intérieur a annoncé un plan de démantèlement de la jungle de Calais regroupant actuellement entre 6 000 et 9 000 personnes migrantes selon les sources, dont plus d'un millier de mineurs séparés de leurs parents. Le gouvernement envisage d'héberger ces personnes dans des centres d'accueil et d'orientation (CAO) créés ou en cours de création sur l'ensemble du territoire, les mineurs devant faire l'objet d'une prise en charge spécifique non précisée à ce jour.

Hormis les CAO créés depuis plusieurs mois ou certains CAO pour lesquels la future implantation a fuité, le ministère de l'intérieur refuse de communiquer la liste des implantations envisagées. Plusieurs milliers de places – 7 à 9 000 - sont ici concernées, ce qui correspondrait à plus ou moins 240 CAO d'une cinquantaine de places.

L'opération de démantèlement semble être prévue la semaine du 24 octobre et devrait a priori se dérouler pendant plusieurs jours. Les personnes migrantes « récalcitrantes », c'est-à-dire qui refuseraient une place en CAO, seront enfermées en centre de rétention administrative en vue de leur expulsion vers leur pays d'origine ou leur transfert Dublin vers un pays européen. Le ministre de l'intérieur affirme que les personnes migrantes placées en CAO ne seront pas Dublinées sans que l'on sache véritablement si cet engagement concernera toutes les nationalités.

S'agissant de la situation actuelle et à venir à Calais, les associations présentes sur place s'inquiètent de la qualité du diagnostic des situations individuelles en cours, préalable indispensable à une prise en charge adaptée, de la mise en œuvre sécurisée du démantèlement, et au-delà de la conservation d'un dispositif d'accueil des personnes migrantes dans le Calaisis. Ces associations plaident notamment pour le maintien, *a minima*, des structures d'accueil et d'hébergement existantes aujourd'hui (centre Jules Ferry pour les femmes et familles, CAP pour les autres en particulier).

La position de La Cimade sur les CAO

Toute amélioration de la situation humanitaire et la mise à l'abri de personnes migrantes amenées à survivre dans des bidonvilles vont dans le bon sens. La répartition dans des centres d'accueil de petite taille sur l'ensemble du territoire peut permettre, en théorie, un accompagnement plus adapté.

Toutefois, l'amélioration de la situation humanitaire et la mise à l'abri ne doivent pas se faire au détriment de la dignité et du respect des droits des personnes migrantes concernées. Pour La Cimade, cela implique notamment :

- Une prise en compte du libre choix des personnes migrantes à décider de leur parcours et de leur destination finale. L'annonce par le ministère de l'intérieur que les personnes « récalcitrantes » à aller en CAO seront enfermées en centre de rétention administrative est inadmissible et ne peut en aucun cas constituer une réponse au démantèlement de la jungle de Calais.
- Le refus que les CAO puissent se transformer en centre de tri entre supposés « bons migrants » relevant de l'asile et les autres « mauvais migrants ».

- La certitude que la procédure Dublin ne sera pas opposable et que les personnes pourront effectivement demander l'asile en France.
- Le dispositif mis en place, d'une mise à l'abri en CAO puis d'une orientation en CADA, ne doit pas se faire au détriment des autres demandeurs d'asile présents sur un territoire autre que Calais ou la ville de Paris.

Quels rôle et action de La Cimade au niveau local ?

La Cimade n'est pas gestionnaire de CAO et n'entend pas le devenir. Pour autant, compte tenu de l'ampleur et de l'impact que prend ce nouveau dispositif, La Cimade ne peut pas ne pas s'interroger sur le rôle qui pourrait être le sien au regard notamment de deux enjeux majeurs : la défense des droits, et l'acceptation et l'accueil des personnes placées en CAO par la population locale.

La défense des droits des personnes migrantes

La plupart des gestionnaires de CAO ne sont pas des spécialistes du droit des étrangers et encore moins du règlement Dublin qui concerne au moins la moitié des personnes présentes à Calais. Plusieurs groupes locaux de La Cimade ont ainsi été, ces derniers mois, sollicités sur le plan de l'accès aux droits.

Il est important que La Cimade puisse se mobiliser, avec ou pas d'autres associations partenaires du territoire, comme acteur ressources et manifester une disponibilité à agir auprès notamment des collectivités locales, des gestionnaires de CAO, et de l'Etat.

Parmi les formes d'action envisageables, à l'instar d'initiatives déjà portées par plusieurs groupes locaux, et selon les moyens de La Cimade sur place :

- Assurer, en liaison avec l'organisme gestionnaire, et pour les situations les plus sensibles, un accompagnement juridique des personnes, soit dans le cadre des permanences habituelles de La Cimade, soit dans le CAO si les conditions sont réunies.
- Contribuer à terme, toujours en liaison avec l'organisme gestionnaire, à la formation au droit des étrangers des équipes intervenant dans les CAO.
- Assurer une veille s'agissant de la situation générale des personnes accueillies et de leur devenir, de façon à pouvoir, si nécessaire, interpeller et faire connaître publiquement leur situation.

Ces actions devraient, idéalement, pouvoir se réaliser dans le cadre de conventions avec les pouvoirs publics – collectivités ou Etat, sans que leur absence ne constitue pour autant, compte tenu des enjeux, un frein à l'engagement.

L'acceptation et l'accueil des personnes placées en CAO par la population locale

Un certain nombre de mobilisations anti-migrants voient le jour dans les territoires, mettant à mal la cohésion sociale et les conditions d'accueil des personnes.

Là encore, il est important que La Cimade puisse se mobiliser avec d'autres associations pour tenter de contrecarrer ces initiatives de repli et contribuer à l'acceptation et à l'accueil des personnes placées en CAO par la population locale.

C'est ici tout le travail de sensibilisation que les groupes locaux mènent déjà qu'il s'agirait d'amplifier ou de cibler, notamment en lien avec les autres associations du collectif Vivre

ensemble avec lesquelles nous nous mobilisons actuellement au niveau national : CCFD-Terre solidaire, Secours Catholique, ATD-Quart Monde, Emmaüs France, MDM, Secours Islamique de France. Des informations sur notre mobilisation inter-associative dans le cadre de ce collectif vous parviendront prochainement.

Au niveau national

Plusieurs démarches sont engagées au niveau national en lien, ou en partie, avec le démantèlement de Calais. Parmi elles :

- La constitution d'un groupe de travail inter-régional « littoral » associant les régions Cimade de BPL, Normandie et Nord-Picardie, et le national, de façon à développer une approche et une action concertées sur l'ensemble du littoral Nord ou survient des personnes migrantes dans l'attente d'un passage en Grande Bretagne et dont le nombre devrait s'accroître avec le démantèlement de Calais.
- Un plan d'action en termes de contentieux, communication et plaidoyer sur la rétention, pour anticiper l'enfermement des personnes migrantes qui refuseraient un placement en CAO.
- Une page spécifique d'information sur le site internet de La Cimade concernant le démantèlement de Calais et ses conséquences, alimentée notamment par la collecte de données et témoignages qui seront récupérées auprès des régions Cimade.

NB : S'agissant du projet spécifique de mise en place d'un centre provisoire d'accueil à Paris (autre forme de CAO), une réflexion et une mobilisation de la région IDF est en cours dans le même esprit que les termes évoqués dans cette note (défense des droits des personnes migrantes, partenariat inter-associatif...).

Comptant sur notre mobilisation collective, le conseil national
18 octobre 2016